

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz cedex 01
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 06 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 février 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Crassier de Marspich

17 avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : HAYANGE_AMF_Crassier_2023-04-05_RAPVI_SDB_24777
Code AIOT : 0006201497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 février 2023 dans l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 8 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Elle a principalement porté sur l'activité de stockage des déchets dangereux en casiers étanches.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Crassier de Marspich
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007 modifié autorisant la société ArcelorMittal France à exploiter sur le territoire des communes de Seremange-Erzange, Florange et Terville, les installations de stockage de déchets industriels, de coke et de soufre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposé (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.8 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au crassier	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 2.6.1 (partiel)	/	Sans objet
2	Principes de gestion	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.4	/	Sans objet
3	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.3	/	Sans objet
4	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.4	/	Sans objet
5	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.5 (partiel)	/	Sans objet
6	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.7 (partiel)	/	Sans objet
8	Exploitation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.5 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son bilan annuel (produit en application des dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007) par les éléments listés à l'article 3.4.8 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 modifié (dont la plupart sont disponibles, mais non intégrés au document et donc non transmis annuellement à l'inspection) et de le transmettre à l'inspection sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au crassier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 2.6.1 (partiel)
Thème (s) : Autre - Accès piéton
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'entrée du crassier sera interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant. Cette interdiction sera affichée aux accès précités.
Constats : En complément du contrôle des accès routiers situés au portier de la Vallée, l'exploitant a disposé : - au niveau de l'accès nord du site, une barrière équipée d'un affichage mentionnant l'interdiction de pénétrer sur le site complétée par un affichage en sortie du sentier forestier situé a proximité de la station de relevage ; - en partie Est du site, au niveau de la voie ferrée et en sortie de forêt (quartier des Vieilles Vignes), ce même affichage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Principes de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.4
Thème (s) : Risques chroniques - Bilan annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse une fois par an à l'inspection des installations classées un rapport d'activité composé de tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement des installations de stockages de déchets dans l'année écoulée. Ce bilan peut être réalisé conjointement avec d'autres installations.
Constats : L'exploitant adresse chaque année à l'inspection un rapport d'activité intitulé "Bilan annuel Zone Co-produits de Marspich" (vu les deux derniers bilans datés du 22 mars 2021 et du 8 février 2022).
Observations : Le contenu de ce bilan pourra utilement être complété par les éléments produits en application des dispositions de l'article 3.4.8 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.3
Thème (s) : Risques chroniques - Collecte et stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ou les collecteurs principaux de l'installation de stockage dirigent en permanence et si possible de façon gravitaire les lixiviats vers le bassin de stockage. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont collectés par un ou plusieurs puisards largement dimensionnés et étanches d'où ils sont ensuite pompés automatiquement vers le bassin de stockage. Les dimensions des puisards sont calculées en tenant compte d'une charge hydraulique maximale de 30 cm en fond de site . Les lixiviats recueillis dans le bassin de stockage sont pompés puis dirigés vers une station de traitement physico-chimique. Leur rejet direct dans le milieu naturel n'est pas autorisé.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un collecteur principal auquel sont connectés les drains implantés en fond de casier. Une fois recueillis, ces lixiviats sont pompés et acheminés vers la station de traitement interne du site Packaging.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.4
Thème (s) : Risques chroniques - Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au secteur des casiers étanches, un fossé extérieur de collecte, largement dimensionné et étanche, ceinture la zone des casiers sur tout son périmètre.
Constats : La visite de terrain a permis à l'inspection de constater que la zone d'implantation des casiers étanches est en surplomb par rapport au terrain environnant. Aucun ruissellement d'eaux extérieures au secteur des casiers étanches n'est susceptible d'atteindre cette zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.5 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Admission des déchets industriels spéciaux dans les casiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] B. Critères d'admission dans les casiers pour les déchets industriels spéciaux</p> <p>Les déchets pourront être admis s'ils respectent les seuils suivants : $4 < \text{pH} < 13$ mesure effectuée sur l'éluat ; Fraction soluble globale $< 10\%$ en masse de déchet sec ; Siccité $> 30\%$ en masse du déchet sec. Les seuils ci-dessous portent sur la fraction extraite de l'éluat, exprimée en mg/kg de déchet stabilisé sec : $\text{COT} < 1\,000 \text{ mg/kg}$; $\text{Cr} < 70 \text{ mg/kg}$; $\text{Pb} < 50 \text{ mg/kg}$; $\text{Zn} < 200 \text{ mg/kg}$; $\text{Cd} < 5 \text{ mg/kg}$; $\text{Ni} < 40 \text{ mg/kg}$; $\text{As} < 25 \text{ mg/kg}$; $\text{Hg} < 2 \text{ mg/kg}$; $\text{Ba} < 300 \text{ mg/kg}$; $\text{Cu} < 100 \text{ mg/kg}$; $\text{Mo} < 30 \text{ mg/kg}$; $\text{Sb} < 5 \text{ mg/kg}$; $\text{Se} < 7 \text{ mg/kg}$; Fluorures $< 500 \text{ mg/kg}$.</p> <p>Outre les valeurs limites de lixiviation, les déchets admis en installation de stockage de déchets dangereux doivent, après une éventuelle stabilisation, avoir une valeur en carbone organique total inférieure ou égale à 6% en masse de déchet sec. Si cette valeur est dépassée, une valeur plus élevée peut être admise à la condition que la valeur limite de $1\,000 \text{ mg/kg}$ soit respectée pour le COT sur le lixiviat sur la base d'un pH 7 ou au pH du déchet.</p>
Constats : Par courriers du 22 mars 2021 et du 8 février 2022, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses du 13 novembre 2020 et du 7 février 2022 (sans observation de la part de l'inspection : respect des valeurs limites ci-dessus).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.7 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Registre d'admission des déchets industriels spéciaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant tient un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception ; • l'origine et la nature des déchets ; • le volume (ou la masse) des déchets ; • éventuellement, le nom du transporteur ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Vu le "Registre_APF boues filtre station Degremont_entrée casiers étanches_2022" comportant l'ensemble des items listés supra. La quantité totale admise en 2022 s'élève à 1153,72 tonnes (conforme à la valeur déclarée sur GEREP - cf point de contrôle n°10).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.8 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation des casiers de stockage de déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan et des coupes de l'installation de stockage qui sont envoyés annuellement à l'inspection des installations classées. Ils font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rampes d'accès ; - l'emplacement des casiers ; - les niveaux topographiques des terrains ; - le schéma de collecte des eaux prévu à l'article 3.4.3 ; - les déchets stockés casier par casier, alvéole par alvéole, couche par couche (provenance, nature, tonnage) ; - les zones aménagées.
Constats : Par courriers du 22 mars 2021 et du 8 février 2022, l'exploitant a transmis pour partie les éléments listés supra (bilan annuel zone Co-produits de Marspich).
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de compléter son bilan annuel (produit en application des dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 modifié) par les éléments listés supra (dont la plupart sont disponibles, mais non intégrés au document et donc non transmis annuellement à l'inspection) et de le transmettre à l'inspection sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : néant à ce stade

N° 8 : Exploitation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.5 (partiel)
Thème (s) : Risques chroniques - Déclarations annuelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L' exploitant est tenu d'effectuer chaque année une déclaration à l'administration, des déchets dangereux admis en stockage sur le site selon le modèle figurant à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005. Ces déclarations sont effectuées avant le 1 ^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente.
Constats : L'exploitant effectue, depuis 2021, la déclaration des déchets dangereux (code déchet 06 05 02*) admis en stockage sur le site du crassier - casiers étanches : - 2021 : 1096 tonnes - 2022 : 1153 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet